

TRISTE

Alors que nous occupions la salle de conférence de l'INSEE dans le cadre de l'action Tripode, nous ne pûmes que constater les pratiques de certains journalistes en mal de matière pour « couvrir » la disparition inquiétante de notre collègue de la pairie. Alors même que nous autres collègues n'avons aucune information à divulguer à la presse en mal « d'anecdotes anecdotiques », des individus équipés de caméras et de micros ont fait le siège de la Paierie Dep toute la journée ! Ils sont revenus régulièrement à charge pour tenter de décrocher une interview de collègues. Nous ne pouvons que déplorer ces attitudes peu respectueuses des gens.

La rédaction d'Antidote tient à signifier tout son soutien aux collègues de la pairie dans ces moments difficiles.

TRIPODE : MOBILISATION RÉUSSIE

Ce sont plus de 300 personnes qui se sont retrouvées lundi après midi à l'arrêt de Busway Tripode malgré une météo extrêmement défavorable. Après une courte allocution de notre camarade Francis Judas au nom de l'intersyndicale, les manifestant-es ont rallié le bâtiment de l'INSEE pour y tenir une assemblée générale. Il a été rappelé que la lutte des ancien-nes du Tripode dépasse largement leur cas et que c'est la lutte pour la reconnaissance de l'ensemble des fonctionnaires qui ont pu être exposés à l'amiante. C'est d'ailleurs le point de blocage avec ce gouvernement, comme avec les précédents. Cette AG a permis d'exposer les derniers rebondissements que nous connaissons à la DRFiP 44, principalement autour du cas Graslin (avec les postures peu glorieuses de notre directrice) mais nous avons su rappeler que d'autres sites, comme Pornic, étaient concernés.

Une délégation a rencontré le directeur régional de l'INSEE, « maître des lieux », pour que notre présence soit rappelée dans les « hautes sphères » et pour porter les revendications de l'intersyndicale Tripode pour la reconnaissance du tripode comme site amianté. L'assemblée a exigé que la haute administration prenne une position immédiatement et nous la fasse savoir rapidement, faute de quoi le bâtiment serait occupé. Sans surprise, les cabinets ministériels pourtant prévenus depuis trois mois de cette action nous ont fait à la fois le coup de la surprise et le coup du mépris. C'est donc dans la joie et la bonne humeur que les présent-es ont passé la nuit dans le bâtiment de l'INSEE. Au matin, les occupant-es se sont déplacé-es au 2e étage, devant

le bureau du directeur. Malgré les relances de celui-ci, aucun cabinet ministériel, personne à Bercy n'a pu seulement contacter les occupant-es ! Symptôme inquiétant d'une vacance de pouvoir au sommet de notre administration, absence d'interlocuteur social aussi, que nous lisons comme un mépris fort pour les agents de l'État. En fin de matinée, les présentes décidèrent de quitter l'Insee. **L'objectif de remettre à la lumière le dossier Tripode a été pleinement atteint avec une très grosse couverture médiatique.** La mobilisation a permis enfin de décrocher cet après midi une **rencontre des fédérations syndicales avec le secrétariat de Matignon demain à 16h30.** C'est une véritable avancée, alors on croise les doigts pour que cela débouche sur du concret. Et s'il le faut la mobilisation continuera !

AMIANTE GRASLIN : ÇA BOUGE !

Après la réunion d'informations de vendredi dernier en présence de Bercy, la directrice a dû reculer sur le dossier Graslin. Nous avons appris hier que le déménagement des collègues de Lotz Cossé est « suspendu ». De même, les collègues du quatrième étage se voient offrir la possibilité d'être relogés tant que la situation ne sera pas revenue à la normale. Dans ce cadre, l'intersyndicale propose de continuer à mettre la pression sur la direction en participant à un **rassemblement jeudi 2 mars à 08h45 devant la direction, quai de Versailles, en amont du CTL.**

PRÉCISIONS

En écho à l'article paru dans le journal en ligne e-FIP n° 47 relatant la journée-type de la n° 1 de la DDFIP du Finistère, Antidote Hebdo n° 284 a publié un article intitulé « La folle journée de la n° 639 ».

La phrase « *Tant pis, j'en verrai certain-es à la pause café, car aujourd'hui je ne devrai pas être appelée à l'accueil Jules Verne comme hier et avant-hier* » a suscité surprise et mécontentement de la part des collègues de l'accueil confronté-es, comme les collègues des SIP, à des conditions de travail et des journées tout aussi difficiles.

Nous tenons à préciser que cet article n'avait d'autre but que de tourner en dérision l'article publié dans e-FIP qui constitue presque une provocation quand on connaît les difficultés rencontrées par les agents. Personne en particulier ne se cache derrière la n° 639. L'agent est virtuel et issu de notre imagination. En aucun cas, il ne faut voir dans la phrase en question un refus des collègues d'aller à l'AJV ni une volonté quelconque des collègues de l'AJV de solliciter plus que nécessaire les collègues des SIP.

